



HAL
open science

Master Finance, audit Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Finance, audit. 2013, Université Paris Ouest Nanterre La Défense. hceres-02040196

HAL Id: hceres-02040196

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040196v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Finance, audit

de l'Université Paris Ouest Nanterre
La Défense

Vague D – 2014-2018

Campagne d'évaluation 2012-2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Formations
et des diplômes

Le Directeur

Jean-Marc Geib



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

Académie : Versailles

Etablissement déposant : Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Académie : /

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Mention : Finance, audit

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA140007353

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex. Pour les parcours en apprentissage, une partie des enseignements est assurée au CFA SUP 2000 (Moulin de la chaussée, Place Jean Jaurès, 94410 Saint Maurice), et Ecole des Ponts ParisTech, 6 et 8 avenue Blaise Pascal - Cité Descartes, Champs-sur-Marne - 77455 Marne-la-Vallée Cedex 2.

- Délocalisation(s) :

La spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* est délocalisée au Luxembourg : Luxembourg Lifelong Learning Center, 13 rue de Bragançe, L-1255 Luxembourg.

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention *Finance, audit* s'inscrit dans une nouvelle offre de formation de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Cette mention, construite autour des problématiques de valorisation et de financement des actifs, est l'une des trois mentions qui résultent de la restructuration de la mention *Sciences de gestion* qui englobe toutes les spécialités en gestion de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Désormais, pour plus de lisibilité, la mention *Sciences de gestion* est transformée en trois mentions distinctes : (1) *Finance, audit*, (2) *Management et performance des organisations*, (3) *Stratégie, marketing, innovation*. La mention *Finance, audit* regroupe six spécialités de deuxième année (M2) dont cinq spécialités professionnelles : *Comptabilité, contrôle, audit* (CCA), *Financement de projet - financements structurés* (FPFS), *Gestion financière* (GF), *Sciences de l'immobilier* (SI), *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* (BFA) ; la seule spécialité recherche *Sciences financières* (SF) est composée en grande partie d'enseignements mutualisés avec ceux de la spécialité *Gestion financière*. Les connaissances d'ordres disciplinaire et méthodologique sont destinées à des carrières au sein d'institutions financières et d'entreprises.

La mention affiche en première année de master (M1) quatre parcours : parcours *Comptabilité, contrôle, audit*, parcours *Classique* (formation initiale ou continue), parcours *Apprentissage* et parcours *Business et management* dont les enseignements sont exclusivement en anglais. Au demeurant, ce parcours *Business et management* ne présente aucune continuité par une formation en anglais en seconde année de master (M2). Seul le master CCA est tubulaire du M1 au M2 avec un parcours spécifique dès le M1. La mutualisation des enseignements est assez forte en M1 (2/3 des enseignements communs aux trois parcours, classique, apprentissage et CCA), mais plus faible en M2 (c'est en



particulier le cas du M2 *Gestion financière* et du M2 *Sciences financières*, ou encore du M2 *Gestion financière* et du M2 *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires*). Certains enseignements fondamentaux ou théoriques des masters 1 et 2 de la mention *Finance, audit* sont directement liés au pôle Corporate finance du Centre de recherches sur les organisations et la stratégie (CEROS). Dans ces cas, les cours dispensés prennent en compte les thèmes de recherche et résultats des travaux des enseignants de ce pôle.

Le parcours M1 classique conduit vers l'une des spécialités, au choix de l'étudiant ; le parcours M1 apprentissage conduit vers la spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* ; le parcours M1 *Comptabilité, contrôle, audit*, conduit à la spécialité M2 *Comptabilité, contrôle, audit* ; le parcours *Business et management* conduit à la spécialité *Gestion financière*.

La durée totale de la formation est de 500 heures en M1 et de 360 à 480 heures en M2 pour les spécialités, en moyenne. La mention *Finance, audit* accueille des publics essentiellement issus de licence de gestion-langues, d'économie, d'administration économique et sociale (AES), de droit, et pour certaines spécialités des élèves de grandes écoles. Les modalités d'accès aux spécialités de M2 sont sélectives et offrent des possibilités de réorientation des étudiants, notamment pour ceux qui auraient choisi en M1 le parcours CCA.

La formation est dispensée au sein de l'UFR de Sciences Economiques Gestion Mathématiques Informatique de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, avec une localisation de certains enseignements de la spécialité *Financement de projet - financements structurés* à l'Ecole des Ponts ParisTech, et une délocalisation des enseignements de la spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* en formation continue au Luxembourg (au Luxembourg Lifelong Learning Center).

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Cette mention *Finance, audit* dont l'objectif est de former des étudiants aux métiers de la valorisation et du financement des actifs, est d'un très bon niveau avec un ensemble de spécialités cohérentes et différenciées, bien que la spécialité recherche *Sciences financières* ait un caractère dissonant par sa formation généraliste et ses débouchés mal cernés. L'information concernant la durée totale de la formation n'est également pas très claire pour cette spécialité.

L'implication professionnelle de cette mention est forte tant du côté des enseignements et des partenariats (Société française des analystes financiers, Fondation Palladio, Mission d'Appui aux Partenariats Public-Privé) que du côté des expériences et des certifications professionnelles offertes aux étudiants.

La mention *Finance, audit* se démarque bien des autres mentions (mention *Management et performance des organisations* et mention *Stratégie, marketing, innovation*) et a désormais une identité forte et attractive, avec des taux de réussite significatifs qui peuvent atteindre 100 % pour certaines spécialités. Toutefois, les intitulés des parcours génèrent des confusions possibles avec les modalités de formation que sont la formation initiale, la formation continue et la formation en apprentissage ou en alternance, c'est notamment le cas pour le parcours dit « Classique » et celui dit « Apprentissage ».

Concernant le projet pédagogique, les modifications proposées orientent le master vers davantage de logique « métiers ». L'évolution est positive en ce sens que l'économie générale de la mention apparaît plus claire et cohérente. Les orientations scientifiques de la mention sont en forte interaction avec le pôle Corporate Finance du Centre d'études et de recherches sur les organisations et la stratégie, à l'exception de la spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires*. Notons au passage que cette spécialité s'intitule de manière différente selon les documents du dossier : tantôt *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires*, tantôt *Ingénierie financière et commerciale en banque finance assurance*, et tantôt *Business manager en banque finance assurance*. Ces différents intitulés génèrent une certaine confusion dans l'appréciation de la spécialité, soit sur son contenu pédagogique, soit sur la langue utilisée en cours (deux cours seulement sont proposés en anglais : *Risk management* et *Wealth management*) outre un cours d'anglais économique. Par ailleurs, le parcours *Business et management* en M1 s'adresse surtout à des étudiants du monde anglo-saxon avec des enseignements en anglais, mais il est dès lors légitime de s'interroger sur la continuité de leur formation en M2 où aucun parcours entièrement en anglais n'est proposé. Rien n'est dit non plus sur le caractère transitoire de cette anomalie. On note en revanche, une forte dimension professionnelle des spécialités de la mention *Finance, audit* avec un dispositif de stage bien encadré dans la formation. Du reste, le programme, notamment à travers son calendrier bien conçu, est bien adapté à la formation continue. Quant à l'ouverture internationale pour l'Université Paris Ouest, elle n'est véritablement assurée qu'avec le parcours *Business et management* (avec un M1 tout en anglais) et dans une moindre mesure par une convention avec



la Chambre des salariés du Luxembourg et des échanges d'étudiants (un ou deux étudiants par an pour la spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires*) dans le cadre de la convention de la conférence des recteurs et principaux des universités du Québec - CREPUQ (notamment avec l'École des Sciences de la Gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), dont un seul professeur dispense des cours dans la mention *Finance, audit*). C'est fort peu compte tenu de la vocation internationale de chacune des spécialités de cette mention.

Concernant le positionnement de la mention dans l'environnement scientifique et socio-économique, le dossier insiste sur l'originalité de la mention *Finance, audit* en raison de ses spécialités proposées et leur grande proximité avec le monde du travail. Ces spécialités se démarqueraient des offres classiques faites aux étudiants. Cependant, le dossier ne mentionne pas les offres concurrentes et donc le positionnement de la mention *Finance, audit*. Par ailleurs, aucune comparaison au niveau régional n'est véritablement mise en exergue. Le positionnement semble se contenter d'afficher qu'il s'agit d'un prolongement de la licence de Gestion et de la licence de Gestion-Langue pour une entrée en M1. Mais elle est aussi très demandée par des étudiants issus d'une licence d'Economie ou d'Administration économique et sociale (AES) ou de l'UFR de Sciences Juridiques. La formation affiche également une forte interaction avec le pôle Corporate Finance du Centre d'études et de recherches sur les organisations et la stratégie (mais ce dernier ne comprend qu'une dizaine de chercheurs et des thématiques qui ne sont pas toutes en lien avec les six spécialités de la mention, ce qui pose à tout le moins des problèmes d'encadrement, notamment pour la spécialité recherche proposée). L'ancrage professionnel de la mention n'est cependant pas négligeable et s'observe au travers de multiples conventions et partenariats conclus avec des entreprises du bassin de la Défense, la Mission d'appui aux partenariats public-privé (MAPPP) du Ministère des Finances, l'École des Ponts ParisTech (pour une co-habilitation de la spécialité *Financement de projet - financements structurés*), la fondation Palladio du secteur de l'immobilier, la Chambre des salariés du Luxembourg, le cabinet juridique Linklaters, Vinci, Eiffage, Méridiam Infrastructure, l'École des dirigeants et créateurs d'entreprise (pour un double diplôme), ou encore l'Institut français de gestion pour des parcours de formation continue (mais qui reste à préciser pour bien comprendre l'utilité interne d'une telle coopération).

Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, il faut d'abord noter que l'attractivité de la formation est appréciable pour cette mention à fort caractère professionnalisant (en moyenne 300 à 400 dossiers d'inscription reçus chaque année). De même, ses taux de réussite sont globalement excellents. En M1, le taux de réussite est supérieur à 80 % (taux des présents aux examens supérieur à 90 %), 100 % en *Comptabilité, contrôle, audit, Financement de projet - financements structurés* et *Sciences de l'immobilier*. Les taux de réussite dans les différentes spécialités de M2 sont tous élevés (plus de 90 % en moyenne et 100 % pour la spécialité *Financement de projet - financements structurés*). La spécialité *Sciences financières* en M2 fait exception avec un taux moyen de réussite de 43,75 %. Les taux d'insertion professionnelle observés sont de 80 % à 100 % pour toutes les spécialités à l'exception de la spécialité *Sciences financières*. A ce titre, les mentions *Comptabilité, contrôle, audit, Financement de projet - financements structurés, Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* et *Sciences de l'immobilier* présentent les meilleurs taux d'insertion. Toutefois, l'information est à relativiser car les retours statistiques sur les taux d'insertion sont très faibles (autour de 20 % des personnes interrogées en moyenne), ce qui ne permet pas de tirer un réel bilan quantitatif mais aussi qualitatif sur l'insertion. Enfin, l'implication des étudiants dans la sphère professionnelle est bien assurée par la formation et les certifications professionnelles qu'elle permet d'acquérir (certification de l'Autorité des Marchés Financiers en M2 BFA et certification CIIA (*Certified International Investment Analyst*) en M2 *Gestion financière*). La proximité au milieu financier parisien favorise l'insertion des étudiants dans les meilleures sphères de la finance via leurs stages et les collaborations extérieures d'intervenants.

Concernant le pilotage de la mention, il faut noter la bonne tenue de la direction de la mention et des spécialités et le caractère relativement structuré et cohérent du corps enseignant. En revanche, le pilotage de cette mention pêche essentiellement par l'autoévaluation très inégale des spécialités. Les procédures d'évaluation des enseignements (EE) et le Conseil de perfectionnement (CP) sont inexistantes (ou presque) pour les spécialités *Comptabilité, contrôle, audit* (pas de personnalités extérieures au CP et pas de EE), *Gestion financière* (pas de CP et un simple bilan de formation en fin d'année), *Sciences de l'immobilier* (présence d'un CP appelé « Conseil pédagogique », pas de EE), *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* (un CP composé de 15 personnes, des professionnels pour l'essentiel, mais pas de EE), et *Sciences financières* (pas de EE, pas de CP).

● Points forts :

- Cohérence et lisibilité accrue de la mention et de ses spécialités grâce à la restructuration.
- La dimension « professionnalisante » de la formation par des modalités pédagogiques et des partenariats professionnels bien conçus.
- La spécialité de M2 *Financement de projet - financements Structurés* est une formation très bien construite et pilotée.
- Il existe une véritable ouverture internationale avec le parcours *Business et management*.



- Points faibles :
 - La qualité de l'information quantitative et qualitative sur l'insertion des diplômés est insuffisante.
 - La spécialité BFA s'intitule de manière différente selon les documents du dossier et peut traduire ainsi des problèmes de pilotage.
 - La dimension internationale de la plupart des spécialités n'est pas suffisamment développée.
 - Le pilotage est déficient dans plusieurs spécialités.
 - Le manque de lisibilité et le faible taux de réussite de la spécialité recherche *Sciences financières*.

Recommandations pour l'établissement

Il serait utile d'œuvrer à une plus grande ouverture internationale de la mention *Finance, audit* pour toutes les formations dont la vocation européenne ou mondiale est manifeste, notamment pour les spécialités *Comptabilité, contrôle, audit, Financement de projet - financements structurés, ou Banque finance assurance, ingénieur d'affaires*.

Il serait pertinent d'engager une refonte solide de la structuration des parcours et des spécialités, notamment en consolidant l'adossement à la recherche de certaines spécialités par la création de parcours « recherche » pour certaines d'entre elles qui fournissent déjà quelques poursuites d'étude en doctorat (spécialités *Sciences de l'immobilier, Banque finance assurance, ingénieur d'affaires*), tout en supprimant la spécialité recherche *Sciences financières* qui est peu lisible et guère attractive.

Pour la bonne gouvernance de la mention, un pilotage efficace et une autoévaluation de qualité et constructive, il faudrait systématiquement mettre en place un conseil de perfectionnement et des procédures formelles et anonymes d'évaluation des enseignements au niveau des spécialités.

Afin de mieux cerner le positionnement de la mention dans l'environnement scientifique et socio-économique, il serait indispensable de préciser davantage la spécificité indéniable de cette mention, notamment en soulignant ce qui la différencie en particulier des autres formations dans le même domaine, sur les plans régional et national.

Il serait utile de clarifier les intitulés des parcours (notamment les parcours *Apprentissage* et *Classique*) pour ne pas opérer de confusion avec les modalités d'enseignement couramment intitulées : formation en apprentissage, formation initiale et formation continue.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Positionnement de la mention dans l'environnement scientifique et socio-économique (A+, A, B, C) : B
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la mention (A+, A, B, C) : B



Evaluation par spécialité

Comptabilité, contrôle, audit

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité professionnelle *Comptabilité, contrôle, audit* (CCA) correspond au label national CCA. Elle est conforme à celle du réseau des 41 universités françaises qui délivrent ce diplôme. La spécialité CCA vise à développer des compétences professionnelles permettant aux étudiants d'entamer des carrières de cadre supérieur au sein de cabinets d'expertise comptable ou de cadre comptable et financier en entreprise. La formation est reconnue par la commission consultative pour la formation professionnelle de l'Ordre des Experts Comptables. Elle est étroitement liée au Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (DSCG), puisqu'elle permet d'en valider 5 unités d'enseignement (UE) sur 7 et de préparer les 2 UE restantes nécessaires à la validation de ce diplôme. La formation est articulée autour de 8 UE et 19 EC (éléments constitutifs au sein des UE) qui visent à approfondir les connaissances acquises en comptabilité, droit et contrôle de gestion. Le stage au cours du second semestre est obligatoire.

La formation CCA est tubulaire en M1 et M2. Elle est présente tant en M1 en tant que parcours qu'en M2 sous sa forme de spécialité. Elle se caractérise par trois facteurs professionnalisants : une formation opérationnelle grâce à une période de stage de trois à six mois et des enseignements assurés à 50 % par des professionnels ; une interaction avec des cabinets d'audit et d'expertise comptable et avec de grandes entreprises ; une formation avec des enseignements alignés sur les programmes du Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion. La spécialité CCA est proposée en parcours classique (avec un stage de six mois en entreprise), mais la formation continue reste un parcours possible pour des étudiants qui le souhaitent (aucun cas n'est mentionné). Une VAE (Validation des acquis de l'expérience) est prévue avec une procédure d'étude des dossiers des candidats et audition.

La spécialité CCA offre la possibilité aux étudiants de l'Ecole des dirigeants et des créateurs d'entreprise - La Défense, de suivre le programme et de bénéficier d'un double diplôme.

La vocation observée des étudiants concerne notamment des carrières de cadre opérationnel et responsable de services (trésorerie, consolidation, reporting, comptabilité, contrôle de gestion, et audit interne), des carrières d'auditeur ou d'expert-comptable en cabinet d'audit ou d'expertise-comptable, ou encore des carrières de consultant en cabinet de conseil.

La spécialité CCA constitue également une préparation intensive aux deux épreuves écrites du Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion pour lesquelles il n'existe pas d'équivalence (UE 1 Gestion juridique, fiscale et sociale et UE 4 Comptabilité et audit), passage obligé pour accéder aux professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

- Appréciation :

Concernant le projet pédagogique, la spécialité CCA est très attractive en raison de son contenu très professionnalisant et de son label à forte lisibilité nationale. Elle livre bien les fondamentaux et l'approfondissement de connaissances techniques, transversales, méthodologiques et linguistiques nécessaires à ses objectifs. Son taux de réussite et sa cohérence interne en font une formation de qualité et un master qui répond parfaitement aux exigences attendues. Cependant, elle ne doit pas se reposer sur la seule force de son label national, et les responsables de la formation doivent s'interroger sur la baisse relative du taux de réussite en M1 malgré le maintien de son caractère sélectif à l'entrée.



Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, le taux d'insertion déclaré est excellent (95 %). Cependant, le taux de réponse aux enquêtes n'est que de 19 %, ce qui relativise la portée significative des taux d'insertion affichés. Aucun étudiant ne poursuit en doctorat, mais cela reste conforme à la vocation très professionnalisante de la spécialité. Le taux de réussite est bon (près de 75 % en M1 et surtout 93 % en M2), notamment en raison de son caractère sélectif à l'entrée en M1. Néanmoins, ce taux de réussite est en baisse en M1. On observe une très bonne attractivité de la formation (800 candidats au M1, 293 candidats au M2 en 2012/2013). Plus de 50 % des étudiants sont issus d'autres M1 CCA parisiens et provinciaux, quelques-uns d'écoles de commerce, et la promotion accueille parfois des juristes de formation.

Concernant le pilotage de la spécialité, il est à noter que l'équipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs de Paris Ouest (deux professeurs, deux maîtres de conférences), de deux professeurs agrégés de l'enseignement secondaire (PRAG) et d'intervenants du monde professionnel est cohérente et équilibrée. Par ailleurs, un comité de perfectionnement existe. Il est composé de trois enseignants de Paris Ouest assistés par l'ensemble des intervenants de la spécialité, académiques et professionnels. Il n'est pas mentionné de personnalités extérieures, ni même de participation des étudiants, ce qui n'apparaît donc pas vraiment comme un conseil de perfectionnement. De même, aucune évaluation des enseignements n'est mentionnée, notamment par consultation en ligne des étudiants.

- Points forts :
 - La formation est à la fois bien conçue et convenablement structurée d'un point de vue pédagogique (maquette et équipe conformes au label national « Comptabilité, contrôle, audit »).
 - La spécialité bénéficie d'un partenariat fort avec la profession comptable et d'une reconnaissance de ses UE dans le Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion.
 - La spécialité bénéficie d'une bonne attractivité et d'un bon taux de réussite en M2.
- Points faibles :
 - Les taux de réussite sont en baisse en M1 alors que la formation est sélective à l'entrée.
 - Les dimensions recherche et internationale sont totalement ignorées.
 - Le réseau international d'échanges demeure limité.
 - On ne relève aucune évaluation des enseignements.
 - La qualité de l'information sur les taux d'insertion professionnelle est insuffisante.

Recommandations pour l'établissement

La spécialité devrait s'ouvrir à l'international et envisager un accès à la recherche ; la mondialisation des normes comptables est un fait qui peut aussi être le support d'une formation à et par la recherche. Cette dernière gagnerait en effet à être développée.

Cette formation gagnerait à être dispensée en alternance comme cela se généralise pour ce type de spécialité en France (notamment pour améliorer ses taux d'insertion professionnelle).

Il faudrait veiller à la réussite des étudiants en M1 dont le taux est en baisse par un meilleur accompagnement des étudiants, et faire un réel suivi de l'insertion des diplômés pour juger de la réelle efficacité de la formation.

Pour une autoévaluation effective et efficace de la spécialité, il serait utile d'engager une procédure d'évaluation des enseignements, de même qu'il est primordial d'intégrer des personnalités extérieures dans le comité de perfectionnement pour assurer l'impartialité du pilotage de la formation.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Sciences financières

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Il s'agit d'une formation à la recherche en finance (six ou sept diplômés par an depuis trois ans). L'objectif de la formation est de doter les étudiants de connaissances approfondies à la fois en finance de marché et d'entreprise. Les étudiants acquièrent une maîtrise des outils quantitatifs de la finance. On y développe des capacités d'analyse nécessaires à la conduite d'une recherche, à la présentation et à la communication de résultats d'une recherche, tout en respectant les principes de rigueur scientifique. Les étudiants bénéficient de séminaires spécifiques et d'un suivi hebdomadaire de l'avancée de leurs travaux de recherche. La formation se caractérise aussi par un enseignement des logiciels utilisés en finance comme SAS (*Statistical Analysis System*) ou VBA (*Visual Basic for Applications*), avec utilisation de la base de données Datastream et celle des données de Marché de Paris 10.

Cette spécialité propose un parcours classique en formation initiale permettant aux étudiants de construire un projet de recherche qui sera poursuivi en doctorat.

La formation à la recherche en finance est organisée autour de cinq UE. L'UE1 (Techniques financières fondamentales) et l'UE2 (Risque et valeur) sont constituées, pour l'essentiel du volume horaire de la formation, d'éléments constitutifs (EC) d'enseignement communs avec la spécialité *Gestion financière*. Les UE3, UE4, UE5 (Théorie financière, Formation à la recherche et Mémoire) sont spécifiques à la spécialité *Sciences financières*. Les étudiants de la spécialité *Sciences financières* sont préparés à poursuivre une thèse de doctorat en sciences de gestion spécialité Finance mais aussi à entamer une carrière en recherche dans une institution financière privée ou dans un organisme d'Etat, une structure privée telle que le centre de recherche d'une banque ou un service d'études économiques.

Aucun partenariat n'a été signé avec une autre institution, mais les étudiants ont la possibilité de poursuivre leur formation au Canada (UQAM) s'ils démontrent des aptitudes à la recherche.

- Appréciation :

Concernant le projet pédagogique, cette spécialité *Sciences financières* entend conduire les étudiants à construire un projet de recherche en vue soit d'un doctorat soit d'une carrière dans une institution financière privée ou un organisme d'Etat. Toutefois, rien ne permet d'affirmer que le contenu des cours prépare à une réelle conduite d'un projet de recherche clairement identifiable, en raison de leur caractère généraliste, d'autant que le double affichage « finance de marché - finance d'entreprise » ne correspond pas à la dominante des autres spécialités de la mention bâtie essentiellement sur le pôle Corporate Finance du Centre d'études et de recherches sur les organisations et la stratégie (CEROS) auquel est adossée par ailleurs la présente spécialité. L'adossement à cette unité de recherche suppose un recours exclusif aux ressources et compétences de « finance d'entreprise » du CEROS, tandis que la spécialité recherche se présente ici comme une formation à la finance de marché (bien que peu de cours spécifiques y soient dédiés, outre les quelques cours de théories financières, de portefeuille, ou du risque) dont le CEROS ne traite aucunement. Cette structure laisse à penser que les étudiants ne trouvent pas forcément d'encadrement spécifié pour la recherche en finance de marché.

Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, la spécialité recherche affiche des résultats assez médiocres. Ainsi, en 2010-2011, sur les 9 inscrits, 2 seulement ont poursuivi en doctorat et aucune autre information n'a été recueillie auprès des autres candidats. Quant à l'année 2011-2012, sur les 16 étudiants inscrits, 2 seulement sont inscrits en doctorat, un candidat a trouvé un emploi dans une banque, et 3 autres sont repartis dans leur pays d'origine sans que l'on ait identifié leurs parcours professionnels. Aucun argument n'est mentionné sur les raisons de tels taux d'insertion professionnelle et le faible taux de poursuite des étudiants en



doctorat. La formation ne semble pas remplir ses objectifs ni dans la cadre de la recherche, ni dans le cadre de l'insertion professionnelle auprès des organismes publics ou privés, dont les banques particulièrement visées *a priori*. Au demeurant, aucune mesure d'accompagnement active des étudiants n'est mentionnée.

Concernant le pilotage de la spécialité, c'est surtout l'autoévaluation qui est mise à mal. Il n'existe ni conseil de perfectionnement ni procédure d'évaluation des enseignements. Un simple bilan de la formation est effectué chaque fin d'année. L'équipe pédagogique est composée de 10 enseignants-chercheurs (essentiellement de Paris Ouest) et de 2 professionnels qui assurent les cours spécifiques de formation à la recherche quantitative (SAS, VBA). Les enseignants-chercheurs assurent des cours en lien avec leurs travaux de recherche qu'ils conduisent au sein du laboratoire de recherche CEROS. Ceci limite le recours aux ressources et compétences en matière de finance de marché. Cette spécialité apparaît comme un appendice de la spécialité *Gestion financière*, sans véritable spécificité dans son contenu, son pilotage et sa politique d'accompagnement des étudiants.

- Points forts :
 - Les enseignements quantitatifs SAS (*Statistical Analysis System*) ou VBA (*Visual Basic for Applications*).
 - L'adossement au pôle *Corporate Finance* du Centre d'études et de recherches sur les organisations et la stratégie (CEROS) pour la partie « Finance d'entreprise » de la spécialité recherche.

- Points faibles :
 - Faible taux de réussite en master et faible taux de poursuite en doctorat.
 - Formation bicéphale (finance d'entreprise - finance de marché) qui manque de cohérence.
 - Faible attractivité locale et nationale de la spécialité (l'attractivité internationale de la spécialité (étudiants étrangers) apparaît comme une situation par défaut).
 - Pas de relations et échanges internationaux (outre une relation distanciée avec l'UQAM).
 - Faiblesse du pilotage en termes d'autoévaluation et de perfectionnement.

Recommandations pour l'établissement

Il serait utile de développer l'attractivité locale de cette spécialité en renforçant la filière en M1 par une sensibilisation plus forte à la recherche.

Il serait opportun d'ouvrir cette formation à davantage de relations internationales par des échanges plus soutenus d'étudiants et d'enseignants-chercheurs.

Il conviendrait de s'interroger sur le maintien de cette spécialité et plutôt favoriser des parcours recherche dans les autres spécialités de la mention, ce qui pourrait être une alternative pertinente.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : C
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : C
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : C



Gestion financière

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex. Pour les parcours en apprentissage, une partie des enseignements est assurée au CFA SUP 2000 (Moulin de la chaussée, Place Jean Jaurès, 94410 Saint Maurice).

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Gestion financière* (à finalité professionnelle) est proposée en parcours *Business et management* (avec un M1 entièrement en anglais) et en parcours classique. Elle apporte les connaissances et les compétences dans le domaine de la finance d'entreprise nécessaires à des managers occupant des fonctions dans la banque ou dans les sociétés non financières. Cela inclut les techniques financières et comptables fondamentales, la dimension juridique de l'activité du financier, et tout ce qui a trait aux différentes formes d'ingénierie (acquisitions externes, financements structurés, ...), à la mesure et à la gestion des risques, aux relations banque/entreprise, avec un apport renforcé de la terminologie anglaise pour s'adapter au monde financier de plus en plus anglophone.

Cette spécialité vise essentiellement à acquérir des compétences opérationnelles, des méthodes et des outils de *corporate finance* pour permettre aux entreprises d'assurer leur financement de manière adéquate, la maîtrise de l'outil comptable à la mesure de la performance financière des entreprises et au risque financier. Les étudiants sont formés à la relation bancaire (gestion de trésorerie, gestion des flux, gestion du besoin en fonds de roulement et du crédit client) autant qu'à la relation avec les investisseurs (communication financière), ou à la recherche de liquidités et de ressources financières externes. La spécialité traite enfin de questions stratégiques qui nécessitent des enseignements dédiés à la croissance externe des entreprises, au financement des acquisitions, et donc au financement des projets (énergie et infrastructures, financement de l'immobilier ou financement de l'innovation) par des montages spécifiques qui nécessitent de bonnes connaissances juridiques dans la structuration des financements (LBO, management package, ...).

La poursuite en doctorat n'est pas un objectif (mais un doctorant est issu de cette formation). Cette spécialité bénéficie d'un accord passé avec la Société Française des Analystes Financiers en vue de renforcer le master par une préparation du deuxième niveau du CIIA (Certified International Investment Analyst - trois niveaux). Cette spécialité propose un parcours classique avec une forte incitation à bénéficier d'une expérience professionnelle conséquente par le biais d'un stage de six mois minimum. Elle partage 204 heures d'enseignements communs avec la spécialité recherche *Sciences financières* de la même mention.

- Appréciation :

Concernant le projet pédagogique, la formation a une solide perspective d'enseignement opérationnel pour des analystes et des experts du financement. La spécialité *Gestion financière* est essentiellement dédiée à la formation professionnelle. Outre que de nombreux praticiens enseignent dans cette spécialité afin de faire partager leur expérience professionnelle, la formation est organisée pour que les candidats puissent avoir une activité professionnelle ou être en stage à partir de janvier, date à partir de laquelle les cours ont lieu le jeudi soir à partir de 17 h 30, les vendredis et samedis. La dimension professionnelle laisse cependant une place importante à l'académique, en particulier dans le cadre du mémoire de fin d'études qui est un mémoire professionnel répondant à une problématique rencontrée en entreprise mais dont la réponse à cette problématique doit être justifiée par une réflexion théorique nourrie par la lecture et l'analyse d'articles académiques. La formation attire environ 350 candidats chaque année. Ses taux de réussite sont cependant en baisse depuis 2008. La spécialité est passée de plus de 92 % de réussite en 2008 à 69 % en 2011.

Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, il faut d'abord souligner que le calendrier des rythmes d'enseignement est bien adapté à la facilitation de l'insertion professionnelle des étudiants



(cours le jeudi soir, vendredi et samedi à partir de janvier, forte présence de professionnels extérieurs dans la formation avec un accord signé avec la Société Française des Analystes Financiers, ateliers de préparation de curriculum vitae (CV) et lettres de motivation, simulations d'entretiens, formation continue). Toutefois, si les débouchés sont bien identifiés dans les entreprises industrielles et de services, dans les banques et l'assurance, et dans l'activité de conseil, aucun chiffre n'est fourni et il semble qu'aucune étude du devenir des étudiants n'ait été mise sur pied.

Concernant le pilotage de la spécialité, seul un bilan de la formation est effectué en fin d'année pour évaluer la pertinence des enseignements dispensés. Aucun conseil de perfectionnement n'est mentionné, ni même aucune évaluation anonyme des enseignements auprès des étudiants.

Globalement, cette spécialité présente une forte attractivité (environ 350 candidats chaque année) et s'inscrit bien dans son environnement professionnel, mais sa gouvernance, son évaluation et ses taux d'insertion mériteraient d'être davantage consolidés et identifiés avec précision.

- Points forts :
 - Il existe une forte cohérence de la spécialité dans sa dimension professionnelle.
 - L'attractivité de la formation est très forte.
 - Le partenariat avec la Société Française des Analystes Financiers est un point positif (même s'il doit encore faire ses preuves).
 - La formation continue est très bien implantée et profite de modalités spécifiques bien adaptées.

- Points faibles :
 - Absence de conseil de perfectionnement.
 - De manière générale, les indicateurs non renseignés traduisent un pilotage déficient.
 - Manque d'évaluation des enseignements.
 - L'insertion professionnelle n'est ni quantifiée ni analysée.
 - Les taux de réussite sont en baisse en formation initiale et l'explication qui en est donnée (problèmes de stages) n'est pas encourageante.
 - Le réseau international d'échanges demeure limité.

Recommandations pour l'établissement

Il serait utile de renforcer le pilotage de cette formation afin de disposer d'indicateurs effectifs de la plus-value apportée au public de formation continue et de la qualité de l'insertion professionnelle du public de formation initiale.

Il conviendrait d'instaurer un conseil de perfectionnement et une évaluation des enseignements par les étudiants et d'organiser un suivi effectif du devenir des étudiants.

La formation gagnerait à voir sa politique de partenariat et d'échanges internationaux se développer, notamment en raison des débouchés potentiels et de la croissance de la *corporate finance* à l'international.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : C
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : C



Sciences de l'immobilier

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex. Pour les parcours en apprentissage, une partie des enseignements est assurée au CFA SUP 2000 (Moulin de la chaussée, Place Jean Jaurès, 94410 Saint Maurice).

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité (professionnelle) n'est proposée qu'en parcours classique (et exclut donc le parcours en apprentissage ou celui en business et management avec un M1 tout en anglais). Elle dispense les connaissances et compétences nécessaires à l'exercice de fonctions d'encadrement dans les métiers liés à la promotion immobilière et à la gestion des parcs locatifs immobiliers résidentiels et ou d'entreprises. La formation apporte d'une part, des connaissances pluridisciplinaires (droit de l'urbanisme et de la construction, produits immobiliers, outils de valorisation foncière et de promotion immobilière) et d'autre part, des compétences fondamentales (plan de financement, outils de financement d'actifs immobiliers, commercialisation des actifs, marketing immobilier et expertise immobilière et foncière). La formation a été construite à partir de ce que la profession considère comme étant un socle incontournable. Elle comprend deux modules d'acquisition de savoirs fondamentaux et environnementaux, et quatre modules d'accès aux outils d'ingénierie financière, de transaction, de services et d'aménagement urbain et promotion immobilière.

La formation vise des compétences professionnelles liées à l'ingénierie financière, l'ingénierie des services, l'investissement, le marketing immobilier, l'expertise immobilière et foncière, les techniques de valorisation d'actifs immobiliers, ou le management de projets et d'équipes. Cette formation est suivie en alternance à raison de deux jours de cours et trois jours en entreprise. La spécialité est accessible en formation initiale pour des étudiants en cycle supérieur traditionnel, ou en formation continue pour des cadres d'entreprises et des demandeurs d'emploi, en vue, soit de valider des acquis de l'expérience, soit d'évoluer au sein de leur entreprise, soit de se réorienter professionnellement.

Quoiqu'étant une formation professionnelle, cette spécialité bénéficie d'un partenariat avec la Fondation Palladio qui entend développer des actions spécifiques en faveur de la recherche sur l'immobilier et la construction de la ville.

- Appréciation :

Concernant le projet pédagogique, les compétences à obtenir sont bien ciblées et les enseignements correspondent bien aux objectifs de formation de spécialistes de l'immobilier sachant analyser l'évolution de leur environnement et décider de leurs actions en conséquence. La formation se veut très proche des métiers de l'immobilier et des évolutions que subissent ces métiers. L'objectif est de former, principalement en alternance ou en formation continue, des cadres avec des réflexes professionnels opérationnels et des savoir-faire métiers proches du terrain et de ses attentes tant en termes d'analyse de l'environnement que de comportements et d'actions financières, managériales et commerciales. Au demeurant, les étudiants sont très impliqués dans des manifestations professionnelles (salons, conférences, visites) et dans des déplacements soit dans des métropoles régionales à fort développement urbain et immobilier, soit à l'étranger pour les mêmes raisons (Etats-Unis, Chine). Le partenariat avec la Fondation Palladio qui agit en faveur de la recherche sur l'immobilier et la construction de la ville nouvelle est susceptible de constituer une incitation à la poursuite d'études en doctorat, notamment parce que les étudiants y côtoient régulièrement des doctorants et des enseignants-chercheurs dédiés à ces thématiques de recherche. La formation repose sur 74 intervenants dont 68 vacataires (cadres d'entreprises) et 6 professeurs et maîtres de conférences (dont 4 de Paris Ouest) mais la composition de l'équipe pédagogique n'est pas précisée. Cette donnée laisse entrevoir une forte dépendance de la spécialité sur des ressources extérieures qui représentent plus de 70 % des enseignements.



Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, la spécialité affiche un taux d'insertion de 91 % entre 2008 et 2012. Il faut souligner les effets bénéfiques de la formation sous forme d'alternance qui est souvent d'ailleurs ce qui guide le choix des étudiants qui entrent dans cette spécialité. Cette dernière affiche un taux de réussite de 93 % en M2 sur une période de 2008 à 2012 (23 % des étudiants étaient en formation continue et ont quant à eux un taux de réussite de 100 %). Sur une période de 2008 à 2012, 6 % des étudiants se sont orientés vers la préparation d'une thèse de doctorat, mais le réflexe des étudiants est surtout de s'insérer dans leur milieu professionnel : 42 % ont bénéficié d'un contrat à durée indéterminée (CDI) dans leur entreprise d'accueil en alternance, 29 % ont obtenu un CDI dans une autre entreprise sous 2 mois au plus, et 20 % ont obtenu un CDD dans une autre entreprise sous 2 mois au plus. Sur la même période de 2008 à 2012, 9 % des étudiants ont repris une formation ou ont fait un séjour à l'étranger de plus de 6 mois. Cependant, il manque des éléments d'analyse qualitative concernant l'insertion professionnelle et sur les effets de la crise.

Concernant le pilotage de la spécialité, il faut souligner que la spécialité bénéficie d'un conseil de perfectionnement (appelé « Conseil pédagogique ») qui se réunit au moins une fois par an ou autant de fois que nécessaire. Il comprend de très nombreux professionnels des métiers concernés. L'implication des praticiens est telle que la formation est pilotée essentiellement par ces derniers : direction (PAST également directeur de la fondation Palladio) et direction adjointe, équipe pédagogique, conseil pédagogique. La formation manque fortement d'un pilotage universitaire.

Il n'est pas fait mention d'une procédure d'évaluation des enseignements par les étudiants. De même, la relative faiblesse des effectifs (95 étudiants de 2008 à 2013) n'est pas argumentée.

- Points forts :
 - Les modalités pédagogiques satisfaisantes et l'ancrage professionnel de la formation.
 - Le conseil pédagogique et ses apports de perfectionnement.
 - Les taux satisfaisants d'insertion et de réussite de la spécialité.
 - L'alternance obligatoire et la formation continue.

- Points faibles :
 - L'insuffisante analyse qualitative sur le devenir des étudiants.
 - La faible place des universitaires dans le pilotage de la formation.
 - La relative baisse des effectifs (de 2008 à 2013).
 - La formation repose trop fortement sur des ressources externes.
 - La formation ne fait pas l'objet d'une évaluation par les étudiants.

Recommandations pour l'établissement

Il faut veiller à l'évolution des effectifs (assez faibles) et surtout renforcer en interne l'analyse qualitative de l'insertion des diplômés, en formation continue et en formation initiale où elle est indispensable.

Il conviendrait de renforcer l'équipe pédagogique universitaire et de l'identifier clairement.

La formation gagnerait à voir sa politique d'échanges internationaux se développer, notamment avec des organisations impliquées dans les politiques urbaines de villes nouvelles et d'immobilier.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : B
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : C



Banque finance assurance, ingénieur d'affaires

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) :

La spécialité Banque finance assurance, ingénieur d'affaires est délocalisée (en formation continue) au Luxembourg : Luxembourg Lifelong Learning Center, 13 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette formation professionnelle vise à apporter les connaissances théoriques et méthodologiques d'analyse financière/risque ou de business unit développement applicables au sein d'une institution financière. La spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* (BFA) comprend des éléments d'enseignement (gestionnaires et juridiques) liés à l'ingénierie d'affaires pour la banque, l'assurance ou la gestion d'actifs, aux techniques financières et aux produits financiers et enfin aux modalités du développement commercial de l'activité. Elle insiste sur les capacités de mise en œuvre de ces connaissances dans une démarche commerciale. La formation offre aussi la possibilité d'acquérir des certifications adaptées (TOEIC, Test of English for International Communication, certification de l'Autorité des marchés financiers pour le parcours dit *Ingénieur d'affaires*).

La formation vise trois groupes de métiers cohérents au sein des institutions financières : les métiers du développement commercial (chargé d'affaires, banquier privé, chargé des partenariats, inspecteur commercial, business unit manager), les métiers de l'analyse de risques (analyste crédit, contrôleur des risques, auditeur, responsable conformité), et la gestion d'actifs (analyste financier, analyste gérant).

La spécialité comprend deux parcours M2 : un parcours *Ingénieur d'affaires* en formation initiale, alternée ou continue à Nanterre et un parcours *Fonds et gestion privée* au Luxembourg (au sein du Luxembourg Lifelong Learning Center) pour 25 étudiants chaque année. Cette délocalisation de la formation résulte d'une convention de partenariat signée entre l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense et la Chambre des salariés du Luxembourg, en 2009. Depuis l'été 2012, la spécialité BFA de l'Université Paris Ouest est officiellement agréée par le Ministère luxembourgeois de l'Enseignement supérieur.

Sur le plan des relations internationales, un ou deux étudiants en formation initiale ont, chaque année, la possibilité d'effectuer un semestre de cours à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), dans le cadre du programme de mobilité de la Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec (CREPUQ) ; un professeur canadien intervient en échange dans le parcours de formation parisien.

Les taux de réussite avoisinent depuis 2009-2010 les 95 % avec des effectifs en légère croissance chaque année (41 étudiants en 2012). Il n'y a quasiment pas de poursuite en doctorat. En formation initiale, les taux d'insertion à 3, 6 et 18 mois ne sont pas documentés. Simplement, les responsables témoignent d'une bonne dynamique d'insertion professionnelle. En formation continue, tous les stagiaires diplômés sont dits en situation d'emploi, sans statistiques procurées cependant.

L'équipe pédagogique est composée de 35 personnes environ, dont 9 enseignants universitaires (25 %) assurant environ 40 % des enseignements et plus de 25 intervenants issus du monde professionnel assurant les 60 % restants du programme.

La spécialité *Banque finance assurance, ingénieur d'affaires* est dotée d'un conseil de perfectionnement, comprenant une vingtaine de personnalités du monde de la banque, de l'assurance ou de la gestion d'actifs. Ce conseil se réunit périodiquement (selon le dossier, il se réunirait théoriquement environ tous les deux mois en formation initiale et deux fois par an pour la formation continue), pour préconiser les adaptations du programme des enseignements à l'environnement très évolutif des métiers visés par la formation. Le conseil propose également des sujets de mémoire et participe à la constitution des jurys de sélection et d'évaluation. Aucune évaluation des enseignements n'est mentionnée.



- Appréciation :

Concernant le projet pédagogique, les connaissances et les compétences acquises en fin de formation correspondent bien aux objectifs professionnels identifiés par l'intitulé d'ingénieur d'affaires au sein d'établissements financiers dans des fonctions technico-commerciales à qualification élevée. La dimension « assurance » paraît cependant moins bien établie. Cette dernière apparaît davantage comme un pendant de la banque, et la spécialité comme une formation focalisée sur l'ingénierie d'affaires. La formation ne conduit au doctorat qu'exceptionnellement mais cette spécialité se caractérise surtout par le fait d'associer la réflexion et l'action. En effet, l'originalité vient d'une démarche scientifique d'acquisition d'un bagage académique solide et de compétences-métiers spécifiques aux stratégies de développement financier, stratégique et commercial des institutions financières.

Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, on note d'abord que la formation bénéficie d'une très bonne attractivité (400 dossiers par an pour la formation initiale pour un recrutement d'une vingtaine d'étudiants et un nombre croissant de candidatures pour la formation continue pour 20/25 recrutés auxquels il faut rajouter les effectifs luxembourgeois de 25 étudiants). Le taux d'insertion global (sans période indiquée) est excellent : 80 % à 3 mois, 90 % à 6 mois, près de 100 % à 18 mois pour la formation initiale. Mais le taux de réponse renseigné dans le tableau d'indicateurs est faible (1/4) et ne concerne que deux années universitaires. Il n'y a pas d'analyse qualitative du devenir des diplômés permettant de déterminer les fonctions réellement occupées par les ingénieurs d'affaires.

Concernant le pilotage de la spécialité, il existe un conseil de perfectionnement qui se réunit très régulièrement (tous les deux mois en formation initiale et deux fois par an en formation continue selon le dossier). Sa composition nominative n'est pas donnée. On ne sait pas s'il comporte des étudiants. Il n'y a pas non plus d'information sur l'évaluation des enseignements par les étudiants.

- Points forts :

- La spécialité bénéficie d'une très forte attractivité et d'un très fort taux de réussite.
- La formation continue est un point fort auquel contribue également le partenariat luxembourgeois (Partenariat avec le Luxembourg Lifelong Learning Center pour le parcours délocalisé au Luxembourg).
- La certification associée à la formation, en langue (TOEIC) et une certification professionnelle (AMF pour le parcours *Ingénieur d'affaires*).
- La formation bénéficie d'un conseil de perfectionnement effectif et régulier.

- Points faibles :

- Il n'y a pas vraiment d'analyse qualitative effective du devenir des diplômés.
- L'information manque sur les intervenants professionnels.
- La formation continue n'est développée qu'au Luxembourg.
- L'évaluation des enseignements par les étudiants est absente.

Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable de favoriser la formation continue ou par alternance sur le site à Paris.

Une procédure d'étude détaillée du devenir des étudiants devrait être mise en place.

Il serait utile de prévoir une évaluation des enseignements auprès des étudiants (notamment par questionnaires en ligne) et même de les associer au conseil de perfectionnement si cela n'est pas encore le cas.

Il conviendrait de laisser apparaître dans l'intitulé de la formation la dimension commerciale de la spécialité.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : B
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Financement de projet – financements structurés

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex. Pour les parcours en apprentissage, une partie des enseignements est assurée au CFA SUP 2000 (Moulin de la chaussée, Place Jean Jaurès, 94410 Saint Maurice).

Etablissement(s) en co-habilitation(s) :

Co-habilitation de la spécialité avec l'Ecole des Ponts ParisTech.

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Financement de projet - financements structurés* (créée en 2002 sous forme de Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) est proposée en parcours classique. Elle a pour objectif de former des professionnels dans le domaine de la gestion de projet de grande ampleur ou de taille moyenne et des financements structurés (titrisation, crédit-bail, immobilier, venture capital). Cette spécialité nécessite une combinaison de compétences complémentaires et donc des enseignements d'un spectre assez large. La formation apporte ainsi des connaissances multidisciplinaires, méthodologiques, linguistiques, et des compétences pratiques attendues dans des métiers de gestion de projet de plus en plus complexes, y compris en partenariat public-privé et au plan international. Elle vise à l'obtention de compétences financières, juridiques, techniques, économétriques,... bien délimitées. Elle vise également à procurer des qualités d'animation et de négociation nécessaires à l'élaboration de plans de financement de projets d'envergure. Ces projets évoluent dans des environnements où le risque doit être modélisé, mesuré et géré, d'où l'intérêt de maîtriser les montages de financements structurés. L'objectif affiché de la formation est de réduire de moitié le temps de formation souvent égal à cinq à sept ans de pratique, selon les professionnels.

La particularité de cette spécialité *Financement de projet - financements structurés* est d'associer des enseignants professionnels (environ 65 % des enseignants, occupant en général des postes de très haut niveau dans leur organisation, des financiers, des ingénieurs, des avocats,...) et des universitaires ayant mené des travaux de recherche dans le domaine du financement de projet ou des financements structurés.

Cette spécialité a été associée au Centre de recherches sur les organisations et la stratégie (CEROS) dans une recherche financée par le Centre d'expertise français pour l'observatoire des partenariats public-privé (CEFRORPPP), codirigé par l'Institut de Gestion Déléguée (IGD) et la Mission d'appui aux partenariats public-privé (MAPPP) du Ministère des Finances. D'ailleurs, cette spécialité comprend une nouvelle unité d'enseignement qui consiste à répondre à un appel d'offres pour un projet en partenariat public-privé (avec la collaboration de Vinci, d'Eiffage, de Méridiam Infrastructure et de Linklaters. Ce projet est soutenu par la Mission d'appui aux partenariats public-privé (MAPPP).

Le diplôme est co-habilité avec l'Ecole des Ponts ParisTech (ENPC). Un tiers des étudiants sont élèves-ingénieurs en troisième année de l'ENPC, alors qu'un autre tiers est de formation universitaire (gestion, économie et droit). Le dernier tiers est constitué de stagiaires de la formation continue. La spécialité *Financement de projet - financements structurés*, étant co-habilité avec l'Ecole des Ponts ParisTech, bénéficie indirectement des accords de partenariat internationaux passés par cet établissement, notamment dans la co-diplômation des étudiants étrangers qu'accepte l'Ecole des Ponts ParisTech.

Dans la limite de 20/25 étudiants, le M2 est ouvert aux candidats disposant d'un M1 en sciences de gestion, en sciences et techniques comptables et financières et en sciences économiques, d'un M2 en droit, d'un diplôme d'écoles d'ingénieurs, de commerce et de sciences politiques, mais aussi à des stagiaires en formation continue et aux élèves-ingénieurs de l'Ecole des Ponts ParisTech en troisième année de formation (un tiers des places de la formation, soit environ sept places).

Le taux de réussite est de 100 % (avec un fort taux de mentions), le taux d'insertion est de 100 % également, à 12 mois, et de 75 % à 6 mois.



Concernant le pilotage de la formation, cette spécialité comprend, par convention avec l'École des Ponts ParisTech, plusieurs organes qui se partagent la gouvernance : un comité de pilotage, un comité de perfectionnement, un directeur de master et un directeur pédagogique. Le comité de pilotage arbitre ou valide les propositions du comité de perfectionnement (appelé « comité scientifique et pédagogique »), il définit la politique de communication et arrête le budget de la formation. Il est composé pour l'Université Paris Ouest, du directeur du M2 et du directeur du département gestion de l'UFR SEGMI ; et pour l'École des Ponts ParisTech, du directeur de l'enseignement, et du président du département d'enseignement Sciences Économiques, Gestion Finance (SEGF) ou son directeur pédagogique. Le directeur du M2 (Paris Ouest) exerce la gestion opérationnelle du diplôme en liaison avec le directeur pédagogique du département d'enseignement SEGF de l'École des Ponts ParisTech. Il existe également une évaluation régulière des enseignements par les étudiants, ainsi qu'auprès des anciens pour connaître leur parcours après la formation.

- **Appréciation :**

Cette spécialité, dans le cadre d'un secteur dont l'intérêt est croissant (le financement de projet et les financements structurés), est de très bon niveau avec une identité forte et une attractivité auprès d'étudiants de grande qualité. Ses partenariats institutionnels et professionnels constituent une valeur ajoutée lisible.

Concernant le projet pédagogique, la formation est parfaitement connectée aux besoins de l'environnement de la gestion de projet et des financements structurés. La co-habilitation avec l'École des Ponts ParisTech et les multiples partenariats professionnels donnent à la formation un caractère très professionnalisant qui tient ses promesses tant dans le contenu de la formation que dans ses modalités. En revanche, on ne comprend pas pourquoi aucun cours de langue ou cours en anglais n'est proposé en M2 alors que le caractère international de cette formation est indéniable. Les échanges internationaux sont également peu développés. De même, le fait que les juristes doivent absolument disposer d'un M2 pour entrer dans cette formation suscite l'interrogation.

Concernant l'insertion professionnelle et la poursuite des études choisies, les taux de réussite, notamment avec mention, ainsi que les taux d'insertion professionnelle à 6 mois (75 %) et à 12 mois (100 %) augurent d'un parfait encastrement de la spécialité dans l'environnement et ses attentes. Cependant, il n'est pas fourni d'information précise sur les secteurs et les organisations dans lesquelles ces étudiants s'insèrent effectivement. Les doubles diplômes que propose cette formation ne font qu'accentuer les chances d'insertion des étudiants, notamment, mais pas exclusivement, parmi les ingénieurs recrutés.

Concernant le pilotage de la spécialité, il faut souligner les avantages d'un mécanisme stimulant de gouvernance, de co-direction et d'autoévaluation avec l'École des Ponts ParisTech, tout cela défini dans le cadre d'une convention efficace signée entre les établissements partenaires. Le partage des visions stratégiques, de la définition des contenus, de la communication et de la gestion des budgets de ce M2 laisse entrevoir un pilotage tout à fait performant de la spécialité *Financement de projet - financements structurés*.

- **Points forts :**

- La co-habilitation de la spécialité avec l'École des Ponts ParisTech.
- Le taux élevé d'insertion professionnelle.
- Le fort taux de réussite avec mention.
- Le recrutement émergent mais croissant (8 à 10 %) en provenance de l'École Polytechnique.
- La formation très bien ciblée et son projet pédagogique très cohérent.
- Le pilotage de la spécialité tant dans son conseil de perfectionnement que dans l'évaluation des enseignements par les étudiants.

- **Points faibles :**

- Il manque un enseignement d'anglais ou en anglais et des partenariats à l'international.
- Il est nécessaire pour les juristes d'avoir validé un M2 pour candidater dans cette spécialité.

Recommandations pour l'établissement

Il serait utile de renforcer les relations et échanges internationaux pour une telle spécialité dont la densité internationale est évidente, compte tenu des grands projets d'infrastructure qui jalonnent aujourd'hui les rapports entre Etats, et les rapports entre Etats et grandes entreprises

Il conviendrait d'introduire de l'anglais dans la maquette du M2, compte tenu du caractère international indéniable de cette formation.



Le suivi du devenir des diplômés pourrait faire l'objet de compléments qualitatifs notamment concernant les métiers, les secteurs et les organisations dans lesquels les étudiants s'insèrent.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : A
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : A



Observations de l'établissement

Responsable de la formation :

NOM Prénom FOLUS Didier

Email didier.folus@u-paris10.fr

I/ Observations relatives à la MENTION

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION »

Appréciation globale Le projet pédagogique de la mention Finance, Audit couvre un champ important des secteurs économiques qui recrutent nos étudiants, et notamment : les banques, l'assurance, des PME, les sponsors ou arrangeurs de projets industriels ou immobiliers. Les candidats très nombreux (M1 et M2), les entreprises partenaires (présentes à La Défense notamment) et les bons taux d'insertion en témoignent. L'adossement à la recherche se fait *via* le CEROS et ses deux axes thématiques originaux en finance :

- Le financement des actifs (projets) et de la croissance (PME) ;
- Les innovations financières comme solutions face aux nouvelles réglementations.

La dimension « corporate finance » y est prépondérante, mais pas exclusive, la spécialité recherche Sciences financières y participant activement depuis un petit nombre d'années (cf. spécialité).

L'ouverture internationale va croissant : échanges de professeurs, échanges à venir d'étudiants, co-encadrement de thèses (doctorants issus de la mention), programmes offerts et reconnus à l'étranger, accueil d'étudiants non francophones (notamment anglophones) en M1 comme dans certains M2.

Des erreurs factuelles ont néanmoins dû se glisser dans le dossier remis à l'AERES :

- Il est question d'une partie des cours effectuée dans un CFA du 17^e arrondissement de Paris : il semble qu'il y ait là une confusion (avec un autre dossier de Master ?). Le CFA SUP 2000 est celui qui concerne la mention ;
- L'intitulé de la spécialité BFA semble être confus dans le dossier (cf. points faibles) : une correction a été demandée à l'Université ;
- Il existe une évaluation des enseignements par les étudiants et des conseils de perfectionnement dans plusieurs spécialités (cf. commentaires des spécialités).

Points forts Merci pour la reconnaissance du travail effectué.

Points faibles

- La spécialité Banque finance assurance (BFA) a un intitulé unique et est déclinée en deux parcours : l'un à Paris, Ingénieur d'affaires (en formation initiale ou continue), l'autre à Luxembourg, Fonds et gestion privée (en formation continue).
- La dimension internationale repose sur : la parcours de M1 Business et management, la formation continue M2 BFA à Luxembourg, le profil international du recrutement du M2 FPFS, l'accord (en cours d'élaboration) avec l'UQAM (M2 Sciences financières, M2 BFA).

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ETABLISSEMENT »

- L'ouverture internationale est actuellement en cours de développement, anticipant ainsi la recommandation de l'AERES ;
- Le pilotage de l'ensemble du Master est notamment visible à travers la création d'un site internet régulièrement mis à jour (www.masters-gestion.fr), le classement de 2 ou 3 des 5 spécialités attachées dans des classements impliquant de facto une évaluation par les étudiants (SMBG par exemple). Il sera amélioré dans les spécialités pointées par l'AERES, notamment quant au devenir des diplômés en termes qualitatifs ;
- Un conseil de perfectionnement sera mis en place au niveau de l'ensemble de la mention.
- L'évaluation des enseignements par les étudiants sera systématisée, à l'aide d'un questionnaire anonyme.
- Les spécialités professionnelles seront mieux adossées à la spécialité recherche Sciences financières, dont le projet pédagogique et le positionnement doivent être mieux explicités (notamment le lien avec le CEROS).

3/ Observations portant sur la rubrique « NOTATION »

Nombre d'items fait l'objet de commentaires très élogieux (mention ou spécialités) ; de plus les taux d'insertion des différentes spécialités professionnelles sont excellents ; pourtant les notes A sont rares (et aucun A+), alors que les notes B (et parfois C) abondent.

L'argumentaire développé ici, ainsi que la correction d'erreurs factuelles dans le dossier pourraient, nous l'espérons, améliorer sensiblement les notes.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 1

Intitulé	Comptabilité Contrôle Audit
----------	-----------------------------

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHESE DE L'EVALUATION »

Points forts	Merci d'avoir apprécié ces points.
--------------	------------------------------------

Points faibles	<ul style="list-style-type: none">• Sur la dimension internationale, les métiers préparés par la spécialité CCA ont vocation à être exercés majoritairement dans des contextes français. Cependant, la spécialité CCA comprend une étudiante coréenne titulaire de la bourse Eiffel. Un étudiant libanais est pressenti pour la même bourse.• Fortement professionnalisante, la spécialité CCA n'a pas vocation à former des chercheurs. Une réflexion en profondeur est néanmoins menée lors du cours « problématiques actuelles de la comptabilité » et pendant la préparation à l'épreuve du Grand oral.
----------------	--

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ETABLISSEMENT »

L'accès à la recherche sera envisagé à l'occasion de l'adaptation de la spécialité Sciences financières (recherche), vraisemblablement *via* un cours commun aux deux spécialités. Un étudiant CCA désireux de s'engager dans la recherche, bénéficiera ainsi d'un accès privilégié au master Sciences financières.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 2

Intitulé	Sciences financières
----------	----------------------

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHESE DE L'EVALUATION »

Appréciation globale	<ul style="list-style-type: none"> • La spécialité présente des enseignements en finance d'entreprise et en finance de marché avec une prépondérance en faveur de la finance d'entreprise (80% du volume horaire total). Les cours sont en lien fort avec les projets de recherche de l'Observatoire des entreprises qui portent sur le financement des PME et ETI par le marché obligataire et par le marché des actions (Alternext) (2 contrats de recherche financés par l'Observatoire). Les étudiants sont invités à participer à ces travaux notamment dans le choix et le suivi du sujet de leur mémoire. • Les outils de recherche quantitatifs sont dispensés dans les cours d'économétrie et de programmation SAS. Les données nécessaires à la recherche sont accessibles entre autres, grâce aux bases de données, AFFI-SBF, Datastream et Diane. L'ensemble de ces éléments permet aux étudiants qui le désirent de s'orienter davantage vers des problématiques de finance de marché, les concepts théoriques relatifs à ce type de travaux étant développés à l'occasion des cours dédiés au traitement des données. • Les directeurs de recherche en finance du CEROS comptent des compétences en finance d'entreprise, comme en finance de marché. • Le lien étroit entre la spécialité recherche Sciences financières et la spécialité professionnelle Gestion financière est de nature à inciter certains étudiants au profil « professionnel » à s'intéresser à la recherche.
Points forts	<ul style="list-style-type: none"> • Les étudiants de la spécialité sont régulièrement invités au séminaire de recherche du CEROS. • les étudiants du master participent aux présentations des doctorants sur l'avancée de leurs travaux • Trois des directeurs de recherche en finance (sur les 6 que compte le CEROS) encadrent les mémoires des étudiants, de façon à détecter les doctorants potentiels.
Points faibles	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 2 étudiants par an poursuivent en thèse de doctorat au CEROS chaque année (sur les 7 à 8 diplômés de la spécialité), ce qui est un score honnête, compte tenu du nombre très limité de bourses doctorales ; 1 thèse CIFRE est également initiée en moyenne par an ; • Les échanges d'étudiants avec l'UQAM doivent débuter en 2013-2014, grâce à la signature d'une convention actuellement discutée entre les deux établissements. Ces échanges incluront 1 ou 2 étudiants de la spécialité. • Des enseignants chercheurs étrangers sont invités : chaque année : 1 professeur de L'UQUAM vient et un professeur spécialisé sur le marché obligataire est intervenu en 2012. • Compte tenu du faible nombre d'étudiants et de la proximité que l'équipe pédagogique entretient avec eux, les évaluations des enseignements ainsi que le suivi de leur devenir sont effectués, mais de façon informelle. Il est bien noté que le processus doit être institutionnalisé

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ETABLISSEMENT »

La recommandation de prévoir un parcours « recherche » dans les différentes spécialités en lieu et place du maintien d'une spécialité recherche pour l'ensemble de la mention, n'a pas été retenue compte tenu du coût budgétaire qu'elle impliquait (450h contre 200h dans la maquette).

Par ailleurs, des expériences de suppression de spécialités « recherche » au profit de parcours existent dans d'autres universités, sans forcément donner satisfaction : une telle offre déroute les étudiants, notamment à cause du très faible nombre d'entre eux optant pour le parcours recherche

ou d'une appétence très variée pour les matières proposées (par exemple, un étudiant en finance sera peu enclin à choisir un cours d'épistémologie...).

Enfin, la suppression de la spécialité recherche Sciences financières donnerait l'impression d'une offre recherche réservée à d'autres branches des sciences de gestion ou à d'autres disciplines : cela serait dommage, à l'heure où le CEROS affiche un bilan positif et un projet dynamique de recherche en finance.

3/ Observations portant sur la rubrique « NOTATION »

Le projet pédagogique et la poursuite d'études en doctorat nous semblent objectivement mériter une meilleure note. Le pilotage également.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 3

Intitulé	Gestion financière
----------	--------------------

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION »

Appréciation globale	Le projet pédagogique est reconnu. Il convient de souligner son lien avec la spécialité recherche Sciences financières, offrant ainsi l'opportunité aux étudiants du parcours professionnel de s'intéresser à certains thèmes de recherche.
Points forts	Accord et remerciement pour la reconnaissance du projet pédagogique.
Points faibles	Accord sur la nécessaire amélioration du pilotage de la formation. Cependant, l'accord trouvé avec la SFAF témoigne d'une réelle implication du responsable de la spécialité.

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ÉTABLISSEMENT »

Le pilotage de la formation fera l'objet d'une attention particulière à compter de la rentrée 2013.

3/ Observations portant sur la rubrique « NOTATION »

La mise en œuvre de l'accord avec la SFAF et l'ouverture accrue à une dimension recherche témoignent du pilotage de la formation.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 4

Intitulé	Sciences de l'immobilier
----------	--------------------------

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION »

Appréciation globale	<ul style="list-style-type: none">Le cadre juridico-administratif du contrat d'apprentissage contraint à séparer les apprentis des étudiants en formation continue et en formation initiale. Or, la notion de travail en équipe et le caractère transdisciplinaire des étudiants étant prioritaires, et l'alternance étant obligatoire, c'est le cadre du contrat de professionnalisation qui a été privilégié.
Points forts	Merci pour la reconnaissance du travail effectué
Points faibles	<ul style="list-style-type: none">L'évaluation par les étudiants n'est pas formalisée, il y sera remédié.La spécialité figure dans le classement SMBG, impliquant de facto une évaluation par les étudiants.L'équipe pédagogique doit accueillir une proportion plus importante « d'académiques », sans aucun doute ; pour autant, ce programme participe à l'académisation de l'enseignement de haut niveau en matière d'immobilier. Au cours des années récentes, une thèse de doctorat et une HDR soutenues au CEROS ont sous-tendu ce lien.

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ETABLISSEMENT »

Le renforcement de l'équipe pédagogique sera mis en œuvre.

3/ Observations portant sur la rubrique « NOTATION »

Compte tenu de l'appréciation qui est faite du projet pédagogique et d'un taux d'insertion proche de 100 %, la note attribuée semble un peu sévère.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 5

Intitulé	Banque Finance Assurance
-----------------	---------------------------------

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHESE DE L'EVALUATION »

Appréciation globale	La spécialité (M2) Banque finance assurance est actuellement organisée en deux parcours :
-----------------------------	---

- Ingénieur d'affaires, à Paris, en formation initiale ou continue
- Fonds et gestion privée, à Luxembourg, en formation continue

L'intitulé des parcours fait l'objet d'une communication soignée (plaquettes, site internet dédié au programme, www.fibass.com) auprès des étudiants, de façon à faire ressortir la dimension commerciale tout autant que financière de la formation.

Il n'existe pas de parcours en M1 (contrairement à ce que semble indiquer le dossier remis à l'expert-évaluateur de l'AERES), ni de parcours en apprentissage.

Le projet pédagogique est cohérent avec les besoins exprimés par les entreprises recrutant dans les métiers visés par le programme, à Paris comme à Luxembourg : la présence du programme dans cette place centrale d'Europe et sa reconnaissance par le Ministère luxembourgeois de l'enseignement supérieur participent au rayonnement international de la mention et, par-delà, de l'Université.

Points forts	Merci pour la reconnaissance du travail effectué.
---------------------	---

Points faibles	<ul style="list-style-type: none">• Le devenir des diplômés est connu en termes d'insertion (enquête annuelle du département Gestion depuis deux ans) ; en termes de fonction occupées, nous pourrions améliorer l'information à l'aide d'un questionnaire en ligne (c'est jusqu'ici une tâche dévolue à l'association des anciens...);
-----------------------	---

- L'information sur les intervenants professionnels est bien présente dans le programme (cf. tableau fourni en annexe) ;
- La formation continue existe à Paris : entre 2011 et 2013, 7 étudiants ont été diplômés, dans le cadre d'un parcours aux horaires adaptés ;
- Deux étudiants, délégués de classe, participent au conseil de perfectionnement et permettent ainsi une remontée d'information qui tient lieu d'évaluation des enseignements ; en formation continue, un questionnaire est renseigné par les étudiants.

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ETABLISSEMENT »

- La formation continue existe à Paris et à Luxembourg : le développement de l'alternance est envisagé, dans l'esprit de la recommandation de l'AERES (des contacts sont actuellement en cours avec une banque et avec une entreprise d'assurance).
- Le suivi du devenir des étudiants en termes qualitatif sera amélioré, par un affinage des questions posées lors de l'enquête annuelle (portant sur 6 et 18 mois après la diplomation).

3/ Observations portant sur la rubrique « NOTATION »

Une fois les erreurs factuelles du dossier corrigées (une demande a été faite en ce sens auprès de l'Université), il nous semble que cette spécialité mérite de bien meilleures notes que celles proposées, au vu d'une appréciation plutôt élogieuse.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 6

Intitulé	Financements de projet – financements structurés
----------	--

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION »

Points forts	Merci pour la reconnaissance du travail effectué.
--------------	---

Points faibles	<ul style="list-style-type: none">• Le tiers des cours du programme est dispensé en anglais par les intervenants non francophones : il serait effectivement utile d'insister plus sur cet aspect dans la plaquette de présentation ;• L'aspect international existe de fait, près de 50 % des étudiants n'étant pas français ; le programme est d'ailleurs référencé sur le site <i>Project Finance</i> de la <i>Harvard Business School</i> et une partie significative des « clicks » en provient.
----------------	---

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ÉTABLISSEMENT »

L'AERES a raison d'indiquer qu'un partenariat international serait important. Nous partageons ce point de vue et avons lancé plusieurs initiatives dans ce sens (États-Unis, Inde).

REMARQUE : Les responsables de formation ont apporté, ci-dessus, les observations relatives au rapport d'évaluation de leur formation qui leur semblaient pertinentes.

Deux précisions sont apportées par l'Établissement :

1/ **L'Observatoire de la Vie Étudiante (OVE)** de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense a été mis en place en juin 2013. En partenariat avec les responsables de formation, il a pour missions de collecter, analyser et diffuser des enquêtes sur la réussite des étudiants dans leur formation et sur leur devenir professionnel. Les équipes de formations bénéficieront, dans le contrat 2014-2018, de ces données demandées par l'AERES. Accessible directement sur le site de l'université (<http://ove.u-paris10.fr/>), l'OVE publiera les enquêtes nationales ou celles de l'établissement.

2/ Dans le contrat 2014-2018, **l'Établissement s'engage également à définir et à formaliser**, en concertation avec les équipes de formation, **une procédure d'évaluation des formations par les étudiants**, en s'appuyant sur les nombreuses formes d'évaluation qui existent d'ores et déjà dans l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Le Président de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
M. Jean-François Balaudé

